

Paris, le 14 septembre 2020



Lettre n°20/09

« Face aux périls »

Les leçons de l'Histoire

En cet été 2020, comment ne pas penser à celui brûlant de 1940, au cours duquel, durant 6 semaines s'affrontèrent soldats français et allemands dans des combats souvent héroïques et meurtriers. Ceux-ci prirent fin le 22 juin à la signature de l'armistice. Ainsi, en moins de 2 mois, la France dépecée en 5 zones aux statuts divers - annexée, occupées, rattachée, interdite - disparaissait de la carte du monde... Seul un lambeau de son territoire portait le nom de zone libre mais demeurait en fait sous contrôle nazi.

Il faudra 5 années de souffrances, de combats ininterrompus et de sacrifices quotidiens (600 000 morts, dont 100 000 soldats en 1940) pour que la France se redresse et se forge, avec l'appui de ses alliés, une nouvelle et puissante armée qui lui permette de retrouver la liberté et la dignité par le chemin de la victoire.

En deux décennies, la France auréolée de gloire par sa victoire de 1918, en était réduite à la servitude après l'effondrement de 1940. Son armée, en 1918 la plus puissante et la plus moderne du monde équipée de 2 000 chars et 4 000 avions, avait été réduite à l'armée croupion de l'Armistice. Cette période durant laquelle notre pays fut submergé et faillit disparaître hante encore les Français qui croient en la France.

La cohésion de la Nation menacée

Notre devoir nous commande de regarder les réalités en face sans *a priori* ni filtre idéologique. Les violents attentats de 2015 ont révélé brutalement aux Français la présence, sur notre territoire, d'un ennemi terroriste islamiste et totalitaire, solidement implanté, structuré et actif, soutenu par une forte minorité de sympathisants étrangers ou français souvent d'origine étrangère.

Loin d'être assimilés dans la Nation comme le furent antérieurement les populations immigrées d'origine européenne, ces groupes portent en eux la haine de la France et des Français, entretenue par les relents mortifères de la repentance. Ils prospèrent grâce au développement d'un communautarisme non seulement islamiste mais aussi ethnique, culturel et racial. Ces minorités activistes participent à la déstructuration de la Nation et la transforment progressivement en une mosaïque de quartiers échappant à la loi et dont l'activité est généralement souterraine et opaque. Ces pratiques sont souvent encouragées ou aidées par des partis politiques pour des raisons stupidement électoralistes de court terme. Cette façon de faire n'est pas sans rappeler la politique américaine qui consista un temps à soutenir les terroristes islamistes pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan. Quelques années plus tard, ce fut le 11 septembre !

Ce processus de décomposition nationale risque de conduire la France et d'autres pays européens à une forme de libanisation dont nous voyons dans ce pays les effets dévastateurs depuis plus d'un demi-siècle. Corruption, implosion, explosions, destructions, liquéfaction entraînent en effet inexorablement l'ancienne « Suisse du Proche-Orient » à la disparition et à devenir une chasse gardée tenue d'une main de fer.

Restaurer la cohésion de la Nation pour retrouver le goût de bâtir ensemble, inculquer à tous le sens de l'intérêt général et rappeler que les droits ne sont jamais que les fruits des devoirs au premier chef desquels figure celui de défendre son pays, sont des impératifs absolus faute de quoi le premier des droits, celui à la liberté, n'existera plus.

Des capacités militaires encore insuffisantes

Pour autant, sans épée forte, quel est le poids de la France pour imposer le silence des armes à celui qui s'en prend à ses intérêts ou à ceux qu'elle s'est engagée à protéger ? Les rapports de force constituent toujours la base des relations internationales.

Après plus de 40 ans de réduction continue de notre effort financier dans le domaine de la Défense, nos capacités militaires actuelles sont aujourd'hui trop limitées. Elles ne nous permettent de faire face qu'à des menaces de basse intensité ou à des crises ponctuelles et limitées à l'Afrique subsaharienne. Le conflit du Sahel, qui dure depuis plus de 7 ans et qui se déroule sur un terrain de 5 millions de km² dans des conditions d'emploi très exigeantes, nécessite des moyens militaires dont nous manquons et que nous devons solliciter auprès de nos alliés (avions ravitailleurs, drones, hélicoptères lourds et avions très gros porteurs du type AN124).

Mais face à un ennemi qui agirait selon des modes d'action classiques, soutenu par une population mobilisée et avec des forces équipées de matériels conventionnels, modernes et nombreux comme la plupart des pays bordant la Méditerranée, nous ne disposerions pas des capacités suffisantes, tant en unités de combat qu'en moyens logistiques, pour mener une guerre de haute intensité de quelques mois. Le nombre de nos matériels majeurs en ligne (aéronefs, blindés, bâtiments de la Marine) comme nos stocks de munitions sont calculés au plus juste, nos unités de réserve squelettiques sont insuffisamment entraînées ; de plus notre service de Santé ne peut probablement pas faire face en cas de pertes sévères tant il a eu ses moyens amputés. L'épidémie de la Covid-19 l'a révélé aux Français.

Bref, grâce à la bonne qualité de nos forces et à leur expérience, nous pouvons répondre à des crises mais nous ne sommes pas prêts pour la guerre. Il faut rattraper au plus vite notre retard et le pays, malgré la Covid, doit le savoir.

En 1990, après la chute de l'Union soviétique, un Premier ministre d'alors a déclaré que l'on pouvait tirer les dividendes de la paix. Nous sommes aujourd'hui désarmés face aux menaces à venir comme nous l'étions en 1938, 20 ans après la victoire sur les Empires centraux. Les leçons de l'Histoire ne doivent pas être oubliées !

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr